Entretien avec Pierre Piganiol

Girolamo Ramunni

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-cnrs/705>

DOI : 10.4000/histoire-cnrs.705

ISSN : 1955-2408

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 6 novembre 1999

ISBN : 978-2-271-05707-5

ISSN : 1298-9800

Référence électronique

Girolamo Ramunni, « Entretien avec Pierre Piganiol », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], 1 | 1999, mis en ligne le 06 décembre 2006, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-cnrs/705> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-cnrs.705>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

Comité pour l'histoire du CNRS

Entretien avec Pierre Piganiol

Girolamo Ramunni

La politique scientifique au début de la V^e République¹. L'institution des structures nouvelles

- 1 Le 12 décembre 1958, Pierre Piganiol, délégué général à la recherche scientifique et technique, présentait aux journalistes les nouvelles structures
- 2 voulues par le général de Gaulle pour développer la recherche dans le cadre d'une politique scientifique et technique, définie au niveau national et à la hauteur des défis qui attendaient la société française. « Un pas important vient d'être fait. Le décret du 28 novembre concernant la recherche scientifique et technique introduit dans la structure du gouvernement une innovation fondamentale. Il associe étroitement les scientifiques aux problèmes généraux de la nation. » C'est par ces propos que débutait la conférence de presse de Piganiol. À leur lecture, les scientifiques pouvaient croire qu'avait été exaucé leur vœu d'être étroitement associés aux décisions concernant le développement de la recherche scientifique et technique, vœu répété inlassablement depuis la fin de la guerre.
- 3 Les craintes n'étaient pas pour autant complètement balayées, car il restait à comprendre comment, au fil des jours, les décisions devaient être élaborées et entérinées par le gouvernement. « Le Premier ministre préside un comité interministériel de la recherche scientifique et technique, comité qui comprend les ministres de l'Éducation nationale, des Armées, des Finances et des Affaires économiques, de l'Industrie et du Commerce, de l'Agriculture, de la Santé publique et de la Population », affirmait Piganiol. La présence d'un ministre de la Recherche n'était même pas mentionnée en décembre 1958. C'est uniquement début janvier 1959, avec la formation du premier gouvernement de la V^e République, que l'on apprenait la présence d'un ministre d'État, Louis Jacquinot, qui, il est vrai, avait plusieurs attributions, en particulier la Recherche et les DOM-TOM.
- 4 L'idée de comités interministériels spécialement consacrés à la recherche ne constituait pas une nouveauté. En revanche, le changement important était qu'y participaient (« douze personnalités scientifiques éminentes. Ces personnalités constituent le Comité consultatif qui s'est réuni pour la première fois ce matin et doit préparer les

délibérations du Comité interministériel. » Cette présentation donnait l'impression que les scientifiques participaient aussi aux prises de décision, à égalité avec les ministres concernés. La nouveauté ne s'arrêtait pas là. Piganiol indiquait avec tact que ces personnalités ne devaient pas se considérer comme les porte-parole des organismes d'appartenance, mais comme des conseillers « indépendants ». Pourquoi faire appel à ces personnalités ? La réponse de Piganiol était claire : ils savaient ce que voulait dire « faire de la recherche », ils connaissaient les conditions favorables à son développement, ils savaient ce qui se préparait sur le plan intellectuel et économique dans les laboratoires. Pour toutes ces raisons, leur présence était indispensable. Le gouvernement ne pouvait pas agir sans les conseils que pouvaient lui apporter les « hommes de l'art. » En d'autres termes, il était impossible de mener une politique scientifique sans y associer les chercheurs.

- 5 « La structure est également nouvelle - poursuivait Piganiol - parce que son pivot est une délégation de la plus haute instance, le Premier ministre lui-même auquel je suis rattaché². » Le lapsus est intéressant. Les décrets de novembre prévoyaient la nomination d'un délégué, non la création d'une délégation. Certes, on pourrait penser que Piganiol faisait allusion au minimum de structure administrative nécessaire pour qu'il pût accomplir son travail qui consistait à assurer le secrétariat du Comité interministériel et du Comité consultatif de la recherche scientifique et technique (CCRST), probablement, il savait déjà par quelle solution créer la délégation sans trop froisser les susceptibilités. Le faire en prenant un décret de création risquait de ne pas aboutir à cause des oppositions diverses qui se seraient manifestées. Il fallait imaginer une forme discrète qui pût remplacer un décret du gouvernement. La voie choisie fut de faire apparaître la délégation dans la loi de finances de 1960. La délégation était alors créée de fait. Pour prouver à quel point cela était passé inaperçu même par ceux qui étaient intéressés par ces questions, Piganiol rapporte l'anecdote suivante. Henri Longchambon, qui pensait avoir été exclu injustement du nouveau dispositif, faisait remarquer à Piganiol qu'il n'était que délégué, alors que lui, avait été à la tête d'un comité. En réponse, Piganiol lui expliquait le subterfuge qui avait permis de créer la délégation, ce qui surprit Longchambon.
- 6 La première conférence de presse de Piganiol présentait la nouvelle organisation comme une structure cohérente, mais il s'était agi d'un compromis, comme semble le montrer la différence avec les propos tenus par Maurice Letort, premier président du premier CCRST.
- 7 Lors de sa conférence de presse du 30 novembre, Letort indiquait quelles étaient les décisions, pratiquement arrêtées dans leurs grandes lignes, qu'allait prendre le CCRST : le CNRS serait transformé en un organisme de type universitaire, alors que les autres structures de recherches devaient être regroupées dans un office national. Il ne restait qu'à définir les modalités pratiques pour mettre sur pied cette nouvelle organisation de la recherche. La présence d'un ministre était dans ce cas inutile; quant au délégué il devait remplir les fonctions de secrétaire. Les membres du CCRST lisaient à leur manière les fonctions que devait assurer le délégué, car le décret affirmait qu'il assurait le secrétariat. Pour marquer cette différence, Piganiol n'a fait que suivre à la lettre le décret car, comme il l'a affirmé à plusieurs occasions, « il ne voulait pas être prisonnier des douze Sages ». Piganiol ne souhaitait pas devenir une sorte de « treizième » Sage. Il voulait rester indépendant et considérait que son interlocuteur était avant tout le Premier ministre.

- 8 En conclusion de sa conférence de presse, Piganiol avait donné des indications sur les priorités : il fallait a) assurer l'équilibre entre les dépenses affectées aux diverses formes de recherche - recherche fondamentale libérale ou dirigée, recherche technique, recherche appliquée ; b) assurer l'efficacité de l'appareil de recherche ; c) pressentir l'éclosion de nouveaux thèmes de recherche susceptibles de revêtir une importance nationale. Un problème attendait déjà le CCRST : conseiller le gouvernement sur la recherche spatiale. Ce programme était bien différent de celui esquissé par M. Letort, quelques jours auparavant.

Portrait du nouveau délégué

- 9 Normalien, Piganiol est de la même promotion que le physicien André Blanc-Lapierre ou le mathématicien Laurent Schwartz. « Je me suis tout de suite intéressé à deux choses. Avant la guerre, je réfléchissais aux mécanismes de la connaissance, comment évolue-t-elle et quels sont les moteurs de son avancement. Après 1945, je me suis demandé quels étaient les points à mettre rapidement en place pour rattraper le retard accumulé, pour faciliter le développement. » Pendant les derniers jours de guerre, il était parti en Allemagne pour retrouver les archives du Kaiser Wilhelm Gesellschaft, car on pensait trouver des documents concernant des recherches encore d'actualité qui auraient pu être poursuivies. C'est pour rattraper le retard que « outre mon travail de recherche, j'ai fait énormément de conférences sur des points clés du développement comme l'énergie, la chimie du charbon... C'est comme cela que je suis entré à Saint-Gobain. Je faisais des conférences à la Maison de la chimie sur l'avenir des plastiques et j'ai été approché par un ingénieur qui m'a demandé si je voulais rencontrer le directeur. » Piganiol entra alors à Saint-Gobain pour créer le laboratoire qui devait s'occuper de chimie organique, Les verriers n'avaient à l'époque qu'une crainte : le plastique pourrait remplacer le verre, d'où la décision de se préparer et d'investir pour devancer le changement qui paraissait inévitable, Lors de sa rencontre avec le PDG, ce dernier lui fit part du travail « humain » qui l'attendait dans l'entreprise : expliquer, convaincre, persuader, « Vous ferez beaucoup plus d'enseignement que vous ne le pensiez. » Pour se préparer à ce travail d'explication et de concertation, il lui demandait de partir en stage.
- 10 Mettre en place un laboratoire de recherche revient essentiellement à définir les connaissances à mobiliser, à décider les compétences qu'il fallait avoir sur place et celles auxquelles on pouvait faire appel de temps à autre et qu'il fallait rechercher à l'extérieur. « C'est à ce moment que j'ai commencé à m'intéresser à la politique de la recherche. Pour mettre en place le laboratoire, j'ai collaboré étroitement avec Charles Sadron qui a laissé partir deux de ses collaborateurs pour que l'échange puisse se faire avec plus de facilité entre le laboratoire de Saint-Gobain et son laboratoire de Strasbourg. C'est ainsi que j'ai créé le service de physicochimie des macromolécules. »
- 11 Malgré cet intérêt pour la politique scientifique, Piganiol, qui a écrit sur le sujet dans les années cinquante, n'a pas participé aux diverses manifestations sur la politique scientifique organisées dans les années précédentes. « J'étais très lié à Bauer. Je n'ai pas participé activement au colloque de Caen, ni à ceux qui ont suivi, mais j'étais au courant de ce qui se disait et se faisait. » Piganiol se définit comme un marginal par rapport au groupe actif qui s'était mobilisé sous le gouvernement de Pierre Mendès France et au moment de l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle.
- 12 Pourquoi alors le choix s'est-il porté sur ce normalien engagé dans la recherche industrielle, alors que les plus actifs étaient avant tout des universitaires ? Piganiol

répond à cette question par une anecdote, reprise à plusieurs occasions. « J'étais un soir au restaurant et, à la table à côté, André Lichnérowicz et d'autres scientifiques discutaient du choix de la personne qu'il fallait proposer comme délégué au général de Gaulle le lendemain, date butoir. D'une part, ils voulaient garder la maîtrise du choix et refusaient qu'on leur impose une personnalité qui ne soit pas de leur choix; d'autre part, à cause de multiples veto croisés, ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur un nom. » Il s'est alors proposé, pour détendre l'atmosphère, sans vraiment prétendre à un tel poste. Le lendemain, c'était chose faite : il était nommé délégué à la recherche scientifique et technique. Et il ajoute, « sur mon nom il n'y avait pas d'objection de la part du général qui me connaissait depuis la guerre, depuis que j'avais contribué à créer l'un des premiers réseaux de renseignements qui transmettait à Londres les informations ».

- 13 Cet épisode résume bien la situation. Les scientifiques voulaient la mise en place d'une politique scientifique et entendaient bien profiter de la situation favorable pour réaliser cet objectif. Il leur fallait un homme qui pat les représenter. Leur incapacité à en trouver un qui fasse l'unanimité prouve en revanche leurs divisions.

Inventer un équilibre

- 14 « Quand la DGRST fut créée, les crédits consacrés à la recherche étaient très faibles, 0,65 % du PIB. Augmenter les crédits, mettre à flot le financement de la recherche était la priorité. Cette insuffisance des crédits provoquait une fermeture des milieux de la recherche sur eux-mêmes, chaque groupe essayant d'emporter le meilleur morceau du gâteau. » Dans cette situation, il fallait établir la communication et la collaboration entre chercheurs appartenant à des organismes différents, mais travaillant sur des projets communs. L'objectif était de faire coopérer les chercheurs sans pour autant créer des structures lourdes.
- 15 Pour faire aboutir les projets formulés par les scientifiques, il fallait gagner la confiance des hommes politiques. « Le vrai problème dans toute cette affaire est le temps. Un homme politique raisonne avec une échéance de quelques années, alors que le temps de la recherche est bien plus long. Il fallait mettre suffisamment en confiance les hommes politiques, sans parler du fond des problèmes qui ne les auraient pas intéressés. » Cela pouvait se faire par l'intermédiaire d'une personnalité qui ait la confiance et des scientifiques et des hommes politiques. Robert Debré, médecin réputé, pouvait peser sur son fils et sur le milieu politique et servir d'intermédiaire entre les scientifiques et son fils. Il fallait pouvoir persuader R. Debré d'agir, même sur des problèmes qui ne touchaient pas la médecine. Une personnalité proche de R. Debré pouvait aussi bien jouer ce rôle d'intermédiaire : André Cournand, prix Nobel de médecine. Il fut nommé conseiller à la DGRST. « On a ainsi formé un tandem qui a échangé beaucoup d'idées et qui a réussi à les faire passer ensuite à R. Debré. »
- 16 Cournand se souvient de cette période en des termes enthousiastes. « Ce fut pour moi une exceptionnelle expérience d'avoir participé de façon intermittente, durant trois ans, aux travaux de cette équipe réunie autour d'un chef [Piganiol], dont l'esprit incisif d'analyse, la connaissance étendue de la science et de l'économie, tant en France qu'à l'étranger, l'imagination et l'enthousiasme, imprimaient au dialogue un rythme parfois difficile à suivre. »³
- 17 L'autre personne clé pour maintenir des liens suivis entre la DGRST et le Premier ministre était Pierre Racine. Chef de cabinet de Michel Debré, conseiller d'État, ancien directeur des stages à l'École nationale d'administration, Racine avait participé à la

fondation avec Gaston Berger, directeur général de l'enseignement supérieur, du Centre international de prospective, en 1957. L'objectif du groupe était, d'après les statuts de l'Association, d'étudier les « causes scientifiques et techniques, économiques et sociales qui accélèrent l'évolution du monde moderne et pour la prévision des situations qui pourraient découler de leurs influences conjuguées ». Dans l'un des premiers articles sur la prospective, Racine, considérant que « le monde actuel ne veut plus croire à la fatalité des crises économiques périodiques », avait affirmé que « la recherche scientifique est, pour une nation moderne, la condition de sa survie dans un monde où la science elle-même participe au mouvement général d'accélération de l'histoire ». L'investissement « recherche scientifique est vital de nos jours⁴ ». La recherche scientifique était indispensable pour une saine prospective. Piganiol trouvait en Racine un homme qui pouvait comprendre ses préoccupations pour développer la recherche en France. Il ne s'agissait que de coordonner et d'harmoniser les dépenses, en mobilisant des chercheurs sur des objectifs bien délimités, plutôt que d'augmenter des crédits. Piganiol, au moment où il quittait la DGRST, résumait l'action menée comme étant destinée à garder l'équilibre entre les diverses composantes concernées par la politique de la recherche. « Responsables d'une accélération de l'évolution technique du monde, les scientifiques exigent du pouvoir une clairvoyance prospective, dont ils sont peut-être les seuls à fournir les éléments. »⁵ Ce qui n'impliquait pas un transfert de pouvoir pur et simple dans les mains des scientifiques. Le pouvoir politique gardait en effet une arme de décision efficace : « Il peut agir sur les budgets de la recherche; c'est même, pour lui, une nécessité, étant donné les masses financières en jeu. » On voit très bien résumée par ces propos la façon dont il avait conçu le fonctionnement de la structure dessinée en 1958 : le conseil était l'affaire des scientifiques, - le CCRST, la décision restait du ressort des hommes politiques, à savoir le Comité interministériel. Ces deux structures étaient nécessaires et devaient avoir leur propre sphère de compétence. Le troisième allié de Piganiol était Bauer qui était au cabinet du ministre de l'Éducation nationale.

Définir une action efficace sans pour autant tout bouleverser

- 18 Il est facile d'imaginer que cette nouvelle organisation devait soulever des interrogations, parfois des inquiétudes, dans les organismes de recherche, habitués à décider en discutant avec leur ministère de tutelle. C'est pourquoi Piganiol pensait qu'il fallait d'abord expliquer le sens de l'action qu'il entendait mener. On peut estimer que sa déclaration de politique a été faite lors de la réunion préparatoire du premier Comité interministériel de la recherche à laquelle participaient les directeurs de cabinet des ministères concernés et les directeurs des organismes de recherche rattachés aux divers ministères (11 février 1959). Le court discours introductif du délégué expliquait la philosophie qu'entendait suivre le gouvernement en matière de politique scientifique. En d'autres termes, Piganiol exposait la philosophie qui inspirait son action.
- 19 D'entrée de jeu, il se déclarait hostile, personnellement, à un ministère qui aurait coiffé l'ensemble de la recherche, à un ministère centralisateur de toutes les décisions en la matière. À son avis, on ne pouvait pas dissocier recherche et responsabilité de décision des actions à entreprendre en ce domaine. Le rôle du gouvernement était de coordonner, d'établir des liens ; « Il fallait donc qu'un état-major gouvernemental puisse harmoniser l'essentiel des principales décisions ».⁶ Après avoir rappelé les décisions du gouvernement en matière d'organisation de la recherche, Piganiol, toujours dans un souci de pédagogie, expliquait son point de vue quant à la nature

même de la recherche. Il le faisait habilement, sans trop froisser ceux qui restaient plutôt attachés à des définitions classiques. « Je ne suis pas attaché à une définition mais, à mon avis, la recherche pure est celle qui poursuit la conquête de la connaissance sans idée d'application, et la recherche appliquée est celle qui résout des problèmes qui visent à satisfaire un certain nombre de besoins des sociétés modernes. Mais la distinction est en fait beaucoup plus subtile; depuis un certain temps, on tend à considérer comme recherche totalement libre celle qui a pour but essentiel de creuser nos différents concepts, et de rechercher les éléments nouveaux de la connaissance. Mais lorsqu'un domaine nouveau a été découvert, il est parfois absolument nécessaire de l'explorer en détail; c'est donc une recherche systématique, elle n'en est pas moins pure puisqu'elle n'a d'autre but qu'un accroissement des connaissances; mais elle a un caractère très différent au point de vue de sa gestion, car moins individuel. C'est la recherche qui se poursuit à l'étranger dans de grands centres, et que vous retrouvez dans une partie du CNRS. Le CNRS représente une synthèse entre recherche libre et recherche systématique. »⁷

- 20 Piganiol faisait ensuite remarquer que la recherche dite appliquée constituait le troisième volet, auquel s'ajoutait, pour certains caractères particuliers, celle d'intérêt pour la Défense nationale. Bref, Piganiol élargissait la typologie des recherches, découvrant les finalités multiples, pour mieux souligner la nécessaire coordination. Un État qui ne voulait pas intervenir par un contrôle strict sur tous les programmes menés par les divers organismes, devait néanmoins définir les missions de chaque organisme, tout en sachant bien que la recherche ne se découpe pas en des blocs monolithiques. Cette définition était à son avis la meilleure définition de la coordination, dont la responsabilité revenait à l'État.
- 21 Au cours de cette réunion, Coulomb, qui y participait au même titre que les autres directeurs d'organismes de recherche, prit la parole pour soulever un problème de taille, sur lequel il fallait gagner la confiance du monde de la recherche. Le CNRS avait accepté les décisions de la commission Le Gorgeu, en ce qui concernait ses rapports avec l'Éducation nationale, et les plans de Longchambon, en ce qui concernait les priorités de la recherche. Un plan d'investissement avait été proposé et accepté, mais les crédits de fonctionnement n'avaient pas été débloqués, ce qui avait rendu inutiles les investissements effectués. L'augmentation du nombre de chercheurs qui devait accompagner ces nouveaux projets semblait fortement compromise. D'où la critique qui mettait en cause avant tout le pouvoir des Finances qui ne se sentaient pas engagées par ces décisions. Pour prévenir de nouvelles situations de ce type, il avait été décidé de préparer, à la demande du ministre de l'Éducation nationale, une loi programme, qui ne faisait que reprendre les conclusions de la commission Le Gorgeu. Coulomb raisonnait comme s'il n'était pas concerné par les nouvelles mesures. S'appuyant sur le constat de non suivi des décisions de ces comités qui n'avaient pas de pouvoir politique, il critiquait le pouvoir exorbitant des finances justifiant par là qu'il n'y avait pas besoin de mesures nouvelles pour le CNRS. Il résistait et ne voulait pas s'insérer dans la perspective de la nouvelle politique.
- 22 Piganiol réagit. Il expliqua avant tout qu'une loi-programme était en préparation pour l'ensemble de la recherche, privilégiant encore une fois le rôle d'harmonisation au niveau national de toutes les structures de recherche. Bauer, au nom du ministre de l'Éducation nationale, faisait alors savoir que le Premier ministre avait demandé à tous les ministères concernés des éléments pour le 20 mars pour préparer la loi programme.

« C'est au Premier ministre à définir... la politique générale ».⁸ Ce qui permettait à Piganiol de mettre un point final : « J'ai l'impression que la politique est parfaitement définie. » Indirectement on faisait remarquer à Coulomb qu'il n'y avait pas d'organisme qui pouvait échapper à la coordination.

- 23 Devait-on exclure, dans le cadre de cette harmonisation, le fait que deux laboratoires puissent s'engager sur des recherches semblables ?
- 24 Piganiol rappela d'abord que toute coordination de la recherche conduisait nécessairement à certains arbitrages et à un suivi régulier de l'emploi des crédits. Et il ajouta : « Quand j'ai vu le général de Gaulle pour la première fois en décembre, il a attiré mon attention sur le fait qu'il n'était pas hostile à un certain pourcentage de doubles emplois en recherche ; malgré cela, [il a rappelé qu']il est du devoir de la Nation de ne les tolérer qu'en fonction d'une politique donnée. » Le représentant des Finances, Martinet, ne fit que confirmer le point de vue de Piganiol. Probablement, il y avait eu, au moins sur ce point, une concertation et un accord entre les ministères. Martinet souleva ensuite un deuxième problème : il fallait être sûr, une fois le budget approuvé, qu'il n'y aurait pas eu de transfert des crédits d'un chapitre à un autre du budget, mais que les ministères auraient suivi ce qu'ils avaient préconisé dans le projet de budget. Bref, la politique scientifique ne touchait pas uniquement les organismes de recherche mais aussi les ministères qui s'engageaient à respecter ce qu'ils avaient déclaré à l'état de projet. Cette coordination en vue de tirer le meilleur parti des crédits que l'État consacrait à la recherche a été appelée par la DGRST « enveloppe recherche ».
- 25 Piganiol profita de cette réunion pour faire état d'un autre projet. Sans doute y avait-il des problèmes de modernisation des structures en France, mais il y avait aussi des problèmes « immédiats » qui nécessitaient une mobilisation des chercheurs. « Cette mobilisation doit être précédée par la création de groupes d'études, en général assez souples, variables dans le temps et faisant appel à des personnalités compétentes. » Mais la nouveauté n'était pas là. Elle se situait encore une fois dans le fait qu'il n'y aurait pas eu de représentants *à* qualité des organismes, mais des experts indépendants. Il pensait constituer ces comités en ne prenant pas de personnalités dont on connaissait déjà le point de vue. « Quelquefois, ces groupes pourront assumer un caractère officiel, comme c'est le cas pour le comité de l'espace » ajouta Piganiol. Bref, il esquissait la façon dont il pensait réaliser la mise en place des actions concertées. En conclusion de la réunion, Lelong fit part de l'intérêt avec lequel le général de Gaulle suivait la politique de la recherche et apportait ainsi son soutien à l'action menée par Piganiol.

La DGRST et le CNRS

- 26 Telle était la philosophie générale de l'action que se proposait de mener le délégué. Quant aux rapports avec le CNRS, Piganiol se souvient qu'au début ils avaient été froids. À son avis, cela remontait bien avant la création de la DGRST, aux premières décisions prises par Longchambon en 1954, au moment de la création du Conseil supérieur de la recherche scientifique et technique. L'objectif immédiat de Longchambon avait été de définir les priorités qui auraient été reprises par le troisième Plan (1957). Au cours de ce travail, il avait mis essentiellement l'accent sur la « recherche appliquée et, dans cette perspective, le CNRS n'avait pas trop de poids, car il était considéré comme un organisme voué à la recherche fondamentale, destiné à soutenir la recherche universitaire ». Pour Piganiol il y avait eu une incompréhension de fond entre Gaston Dupouy et Longchambon, « le courant ne passait pas », ajoute-t-il. C'était donc un passif

dont Coulomb avait hérité, et Piganiol aussi, car il avait été vu au début comme l'héritier de Longchambon. La création de la DGRST avait été perçue par Coulomb comme privant le CNRS de la mission de coordination attachée à la prospective dans le cadre de la politique scientifique générale du pays. Sur ce point il y avait eu des moments de frictions, d'incompréhension, reconnaît Piganiol et il avait fallu plusieurs années pour que le CNRS comprenne qu'il ne pouvait pas à lui seul représenter et évaluer l'ensemble de la recherche en France.

- 27 Piganiol conserve une haute opinion de Coulomb. « Il était facile de travailler avec lui car il possédait une vue très large sur les sciences, une connaissance approfondie des domaines scientifiques les plus dynamiques et il était un excellent administrateur, peut-être l'un des meilleurs directeurs du CNRS. »⁹ Cet hommage de Piganiol fait aussi comprendre que si au début les rapports avaient pu être difficiles, l'atmosphère s'était détendue, non seulement une fois que le danger de démembrement du CNRS était passé, mais surtout au moment de la préparation des statuts, car Coulomb avait besoin des services de la DGRST dans cette difficile question. « J'ai l'impression que Coulomb n'était pas à l'aise » avec cette question, dit Piganiol. La DGRST pouvait lui apporter l'aide juridique dont il avait besoin. En ce sens, la présence de Raymond Poignant à la DGRST était un atout pour nouer de meilleurs contacts et détendre le climat de suspicion du début. D'après Piganiol, le statut élaboré n'a pas été à la hauteur des ambitions de ce qu'on aurait pu faire. Il aurait fallu prévoir des possibilités de sortie pour ceux qui désiraient quitter la recherche à plein-temps et voulaient trouver des débouchés ailleurs, dans l'enseignement supérieur ou dans la haute fonction publique. Si cela n'avait pas été prévu dans les années soixante, c'est parce que l'on pensait que quelqu'un qui avait fait ses preuves, qui avait une thèse, ne pouvait que réussir. C'était une vision optimiste.
- 28 Le jugement qu'il porte sur le CNRS dans son ensemble est positif : « Au-delà de ce problème typiquement juridique et humain, le CNRS ne posait pas de problème majeur, si l'on compare la manière dont il accomplissait sa mission statutaire par rapport à ce que faisaient les autres organismes de recherche. » De l'avis de Piganiol, la mission que devait remplir le CNRS était la suivante : « la recherche à plein-temps, plus ou moins liée à l'Université dans le domaine des sciences fondamentales. » Le CNRS était doté de structures d'évaluation qui, pour l'époque, étaient tout à fait sérieuses. Il avait des bons programmes, les choix étaient bien faits et les hommes bien adaptés.
- 29 Le CNRS était une des priorités de la DGRST pour une raison simple : c'était gaspiller de l'argent que d'entretenir des chercheurs sans moyens suffisants pour mener jusqu'au bout leurs travaux. « Il fallait ancrer davantage le CNRS dans Un processus d'élaboration de politique scientifique qui soit non seulement consciente mais transparente et discutable au niveau du pays. Il fallait donc que le CNRS ait une position d'affichage d'un programme et des raisons de le développer. D'où l'idée d'inclure dans les missions du CNRS l'établissement du rapport de conjoncture, c'est-à-dire une analyse régulière - tous les deux ans en principe - de la structure de la science et, par réflexion sur la structure de la science, la possibilité de repérer les points où il faut foncer. Deux ans se sont écoulés avant d'avoir le premier rapport. » Piganiol fait allusion au rapport daté de 1960, considérant que celui de 1959, bâclé de l'aveu même de Coulomb, n'avait été qu'un test. « Ce rapport [de 1960] n'était pas extraordinaire ». Ce type d'exercice « n'était pas dans les mœurs de la maison, ce qui explique les difficultés rencontrées pour le réaliser. » Il suffit de lire le premier rapport pour

découvrir les raisons de son insuffisance : « Le rapport était un bilan intéressant qui portait essentiellement sur les structures de la connaissance, fait par des gens de qualité. Or, une politique scientifique ce n'est pas seulement développer de la connaissance, c'est développer les implications possibles » et réfléchir aux structures qui peuvent faciliter le développement souhaité. C'était au fond cela qui faisait la différence entre un comité du CNRS et un comité responsable de la politique générale. Or, celle-ci était du ressort de la DGRST. En effet, pour la mener à bien, il ne suffisait pas d'avoir une vision des disciplines et de leur dynamique de développement, mais il fallait connaître les structures qui pouvaient collaborer ou prendre en charge tel ou tel autre domaine. De plus, il fallait prévoir les dispositifs qui auraient pu s'occuper des conséquences des développements attendus, qu'ils aient lieu en France ou à l'étranger.

30 Quant au rapport CNRS/Université, le point de vue de Piganiol est clair, même s'il a pu apparaître de réalisation difficile. Il devait y avoir une collaboration presque naturelle avec l'Université, basée sur le principe que le personnel qui se consacrait à la recherche le faisait à plein-temps ; le CNRS pouvait aussi fournir un support à la formation par la recherche, qui commençait à être considérée comme l'une des missions essentielles de l'Université. Au-delà de cette mission, il y avait des laboratoires propres qui pouvaient travailler sur des problèmes à plus longue échéance. « Je voyais le CNRS coopérer à des problèmes de recherche appliquée d'intérêt national et que le CNRS était mal placé pour mener, qu'il s'agisse de la science fondamentale existante ou à venir. Souvent, les développements de recherches appliquées mobilisent des acteurs appartenant à des organismes divers, ce qui posait des problèmes à une structure comme le CNRS. »

31 En conclusion, pour Piganiol, l'objectif essentiel de sa politique était de créer un climat. Or, le CNRS, moyennant quelques modifications concernant son rôle vis-à-vis des universités et des aménagements quant à la gestion de ses unités propres, avait tout à fait sa place dans le dispositif de la recherche en France.

Les actions concertées

32 La création du fonds de développement de la recherche scientifique et technique s'insérait dans le cadre de la perspective d'utilisation rationnelle des crédits plus que d'une augmentation des crédits. Dans la définition de ce que devait être le fonds, Piganiol s'était laissé guider par des considérations simples de politique scientifique. En premier lieu, le fonds devait dépendre, quant à la politique à développer, du Comité interministériel. Pour tout ce qui engageait la politique du gouvernement en matière de recherche, le dossier devait être instruit par le Comité consultatif. La délégation devait assumer le rôle de « plaque tournante » assurant le secrétariat du Comité interministériel, du Comité consultatif, du comité du fonds. Il en découlait qu'il n'y avait pas de relation directe entre le fonds et les ministères. Pour rendre la gestion de ce fonds à la fois souple et dynamique, pour que les comités ne se laissent pas tenter de se transformer en structures permanentes de recherche, l'élaboration des programmes pour chaque action devait être confiée à un comité de personnalités, choisies en fonction de leur compétence et non de leur appartenance à des organismes de recherche. Une fois le programme et les priorités définis, ces comités laissaient la place à d'autres comités, chargés de gérer la mise en place de programmes de recherche. L'affectation des crédits aux diverses équipes devait se faire par des appels d'offres auxquels les équipes étaient invitées à postuler. Les chercheurs, indépendamment de leurs organismes d'appartenance, pouvaient soumettre des programmes. Cela offrait à

des laboratoires la possibilité d'obtenir des financements complémentaires, mais aussi de changer de programme de recherche.

- 33 Tout d'abord, Coulomb avait vu avec suspicion ce dispositif. Il avait demandé à être auditionné par les Sages. Il n'était pas hostile sur le principe, il acceptait même volontiers qu'un comité scientifique indépendant put élaborer les priorités de recherche. En revanche, il était opposé à ce que la gestion fût confiée à un comité aidé par la DGRST. Il s'inspirait dans sa critique de ce qui avait été fait aux États-Unis, où la gestion des priorités définies au niveau gouvernemental avait été confiée à des administrateurs choisis au sein des ministères concernés. « Si les scientifiques avaient eu la responsabilité de l'élaboration des programmes, ils n'en ont pas eu l'administration », tel était son point de vue. Sur ce constat, il proposait pour la France la solution suivante : « La désignation, à côté du comité scientifique, d'un comité restreint, composé de représentants d'organismes chargés d'appliquer les programmes retenus : la direction de l'enseignement supérieur et le CNRS dans tous les cas, vu leur gamme d'action étendue, les organismes spécialisés de chaque ministère, selon les cas et les domaines d'objectifs : Institut national de recherche en agronomie (INRA). Institut national d'hygiène (INH), Institut français des pétroles (IFP). »

- 34 Le progrès scientifique, n° 95, avril 1966, « Organisation de la recherche scientifique au sein du ministère de l'Éducation nationale ».
- 35 Piganiol rassurait Coulomb. Il n'était nullement question de création de nouvelles structures de recherche. Coulomb craignait sans doute que de cette manière on revînt à l'idée de créer des organismes rassemblant tous les autres, comme l'Office des instituts nationaux de recherche (OINR). Il s'agissait d'une répartition supplémentaire de crédits et tout contrat devait être signé avec l'accord de la direction de l'organisme d'appartenance du chercheur responsable du projet financé. Du point de vue administratif, la DGRST s'engageait à maintenir des liens étroits avec les autres organismes. Cela n'apaisait pas les craintes de Coulomb qui insistait pour institutionnaliser les réunions au niveau des représentants des organismes de recherche. Lelong posait ouvertement à Coulomb la question afin de savoir si son souhait n'était pas « que la délégation ait des responsabilités moindres et soit remplacée... par une commission des utilisateurs ». Coulomb répondait alors qu'il souhaitait que « la responsabilité n'incombe ni aux scientifiques ni à la Délégation ». Encore une fois, la façon avec laquelle Coulomb s'opposait à ce projet était due à des craintes non ouvertement exprimées. Le CNRS avait dû accepter dans le passé « d'héberger » des comités. Tel était le cas du Comité des expéditions polaires, des grands accélérateurs ou du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Coulomb craignait la multiplication de ces cas avec le développement des actions concertées. Le CNRS aurait été amené à gérer des structures hébergées sur lesquelles les sections n'auraient eu aucun pouvoir, car leur budget était décidé à l'extérieur, alors que les

laboratoires étaient soumis à l'évaluation des sections du comité national. C'était la survie de son organisme qui était en jeu; d'où les innombrables questions. Piganiol quant à lui ne pouvait que donner les assurances « verbales » qu'il n'y aurait pas eu de conflit, mais on voit bien que la question essentielle restait l'éventualité de vider un organisme comme le CNRS par l'octroi de contrat qui deviendrait ensuite la base de structures permanentes nouvelles, échappant à l'évaluation habituelle des laboratoires de l'organisme de rattachement.

Pierre Piganiol considère que sa mission est terminée

- 36 Piganiol l'emportait. Il ne restait à Coulomb qu'à créer au sein du CNRS des structures comparables. D'où la création des RCP (recherches coopératives sur programme) qui reprenaient l'idée des actions concertées. Mais cela n'était pas en contradiction avec la politique souhaitée par Piganiol. Bien au contraire, cette décision du CNRS ne faisait que renforcer la politique contractuelle, facilitant la réorientation des laboratoires sur des thèmes jugés comme prioritaires. La dernière réalisation de Piganiol avait été l'élaboration de la loi-programme pour la recherche voulue par M. Debré. Après son approbation, estimant que sa mission était terminée, il avait décidé de quitter le poste de délégué. Il ne restait qu'à gérer ce qui avait été mis en place à la faveur du passage de la IV^e à la V^e République. À la question de risquer de définir en quelques mots sa politique, il répond : « Ce qui la caractérise le mieux, c'est qu'une quantité de cloisonnements ont pu être détruits et, si je résumais le rôle que j'ai joué, cela a été d'abattre les cloisons. »

NOTES

1. Cet article reprend les propos, d'un entretien avec Pierre Piganiol. Des documents d'archives ont apporté une information complémentaire.
2. Propos rapportés lors de l'entretien de Pierre Piganiol avec Girolamo Ramunni le 22 mars 1999 à Paris dans les bureaux du Comité pour l'histoire du CNRS.
3. A. Cournand, Préface de *Pour une politique scientifique*, P. Piganiol et L. Villecourt, Flammarion, Paris, 1963.
4. P. Racine, « Vues prospectives sur l'administration », *Prospective*, 1, 1958, p. 45-62.
5. P. Piganiol et L. Villecourt, *Pour une politique scientifique*, *op. cit.*, p.10.
6. Entretien de Pierre piganiol avec Girolamo Ramunni le 22 mars 1999 à Paris dans les bureaux du Comité pour l'histoire du CNRS.
7. Documents personnels Pierre Piganiol.
8. AN- 81 - Réunion Interministérielle du 11 février 1959. Assistaient à la réunion présidée par Piganiol et Vinel, directeur de cabinet de L. Jacquinot : Bauer, ministère de l'Éducation nationale (Enseignement supérieur), Bugnard, directeur de l'Institut national d'hygiène, Bustarret, inspecteur général de la recherche agronomique (INRA), Chapel. Commissariat au Plan, Coulomb, directeur général du CNRS, Dannaud, secrétaire général de la Communauté, Escande, conseiller à la délégation générale; général Guérin, président du CASDN (Défense nationale), Hameline, ministère de l'Industrie et du Commerce, Horowitz, (CEA), Juglas, ORSTOM, secrétaire général de la

Communauté, Laussel, Service national de la protection civile, général Lavaud, ministère des Armées, Lelong, cabinet de la présidence de la République et de la Communauté, Martinet, ministère des Finances et des Affaires économiques, Marzin, directeur du CNET, Peltier, directeur du Laboratoire central des Ponts et Chaussées, Philbert, cabinet du ministre du Travail. Pivert, ministère de la France d'Outre-Mer, Randet, directeur de l'Aménagement du territoire, Seydoux, ministère des Affaires étrangères, Dardel. Marzocchi, Poignant et Zieglé de la DGRST.

9. Entretien de Pierre Piganiol avec Girolamo Ramunni *ibid.*

RÉSUMÉS

Pierre Piganiol: an interview

Creating the General Delegation for Technical and Scientific Research was an essential innovation in France. For the first time, this country was endowed with a coordinating organization at a national level. Its first delegate, Pierre Piganiol held his authority directly from the Prime Minister. In this paper, Piganiol outlines the projects he immediately setup upon taking his charge. He also describes the top priority that was to give the CNRS researchers statuses guaranteeing both their career evolution and the security they need to complete their projects. Director Jean Coulomb made this transformation easier, even though he was suspicious regarding the suggestions coming from the Delegation.

INDEX

Mots-clés : Politique scientifique